



Ministère des affaires sociales
et de la santé

**Direction générale de la
Santé**

Ministère de l'agriculture, de
l'agroalimentaire
et de la forêt

**Direction générale de
l'Alimentation**

Ministère de l'environnement,
de l'énergie et de la mer

**Commissariat général au
Développement durable**

Paris, le 17 novembre 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Enjeux économiques de l'antibiorésistance et de sa maîtrise en médecine humaine, vétérinaire, et dans l'environnement ».

Colloque interministériel du 17 novembre 2016

Chaque année depuis 4 ans, les ministères chargés de la santé et de l'agriculture organisent un colloque consacré à la résistance bactérienne aux antibiotiques, en lien avec la journée européenne de sensibilisation au bon usage des antibiotiques. Cette année, le ministère chargé de l'environnement s'est joint à cet évènement, en cohérence avec l'approche "*One Health, une seule santé*" selon laquelle santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes sont interconnectées et forment un tout.

La résistance aux antibiotiques est une menace en médecine humaine et en médecine vétérinaire. Les conséquences pour l'environnement sont également de plus en plus visibles. Cette année, le **thème des « enjeux économiques de l'antibiorésistance et de sa maîtrise en médecine humaine, vétérinaire, et dans l'environnement »** a été choisi pour montrer que **le coût de l'inaction est supérieur au coût des actions de lutte contre l'antibiorésistance.**

Les interventions ont permis de montrer que l'évaluation des conséquences et des coûts directs (mortalité, morbidité, dépenses de santé) et indirects (qualité de vie) de l'antibiorésistance doit concourir à renforcer la mobilisation pour un usage prudent et raisonné des antibiotiques.

En médecine humaine, les coûts engendrés par l'antibiorésistance ou les dépenses nécessaires à sa maîtrise sont importants. En France, par exemple, le coût humain de l'antibiorésistance est évalué à 12 500 décès par an chez des patients atteints d'infections à bactéries multirésistantes. De plus, les patients souffrant de résistance aux antibiotiques mobilisent des ressources financières (matériel, coûts de la prise en charge, traitements, etc.) et humaines qui pourraient être affectées différemment. Parallèlement, la surconsommation d'antibiotiques en médecine humaine - qui participe directement au développement de résistance - représente une dépense supplémentaire pour le système de santé français qui varie de 70 à 440 millions d'euros par an, selon les scénarii retenus.

A contrario, les dépenses consacrées aux stratégies préventives telles que l'hygiène des mains ou les mesures pour réduire le nombre de prescriptions d'antibiotiques permettent d'éviter des infections, notamment à l'hôpital avec parfois la nécessité de mettre en place des mesures d'isolement particulièrement coûteuses. Ainsi, une étude a montré que pour chaque admission en milieu hospitalier, l'amélioration de l'hygiène des mains génère un coût supplémentaire de 150 € mais

permet d'éviter un peu plus de deux infections nosocomiales, soit une économie de près de 400 euros.

En médecine vétérinaire, outre l'éventualité d'un transfert de la résistance aux antimicrobiens des animaux aux humains (et inversement), le colloque a montré qu'il existait des initiatives réussies et économiquement viables de réduction du recours aux antibiotiques en élevages. Les premiers résultats du plan ECOANTIBIO de réduction des risques d'antibiorésistance en médecine vétérinaire sont satisfaisants. En quatre ans (de 2012 à 2015), une baisse de 20 % de l'usage d'antibiotiques vétérinaires, toutes filières confondues, a été enregistrée grâce à la mobilisation de tous autour du Plan Ecoantibio.

En matière d'environnement, les interventions des chercheurs ont montré que le problème de l'antibiorésistance dépassait largement le cadre hospitalier ou vétérinaire et était aussi en partie lié à la contamination des milieux naturels et de la faune sauvage, qui deviennent des réservoirs de gènes de résistance, mais également de véritables laboratoires de sélection de nouvelles résistances. A ce titre, une approche « Une seule santé » paraît donc absolument nécessaire pour envisager le problème de l'antibiorésistance. Plusieurs actions sont en cours pour améliorer la connaissance de ce phénomène de contamination des milieux, notamment l'appel à projets du Programme National de Recherche Environnement Santé-Travail de l'ANSES, la saisine de l'Agence sur l'état de la contamination et les mécanismes d'acquisition de la résistance dans l'environnement et enfin la sélection de l'INSERM pour coordonner une revue systématique de la littérature sur les solutions efficaces pour lutter contre l'antibiorésistance.

Contacts presse

Service de presse du Ministère de l'Agriculture - Tel : 01 49 55 60 11
ministere.presse@agriculture.gouv.fr

Service de presse du Ministère des Affaires sociales et de la Santé – Tel. : 01 40 56 84 00
presse-dgs@sante.gouv.fr

Service de presse du Ministère de l'Environnement – Tel. : 01 40 81 78 31
presse-presse@developpement-durable.gouv.fr